

1. Record Nr.	UNINA9910524864603321
Autore	Calvès Anne-E
Titolo	Repenser la légitimité de l'État africain à l'ère de la gouvernance partagée / sous la direction de Mamoudou Gazibo et Charles Moumouni
Pubbl/distr/stampa	Quebec : , : Presses de l'Universite du Quebec, , 2017 ©2017
ISBN	2-7605-4763-9
Descrizione fisica	1 online resource (xv, 190 pages)
Collana	Les societes africaines en mutation ; ; 3
Soggetti	Legitimacy of governments - Africa Africa Politics and government
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Nota di bibliografia	Comprend des references bibliographiques.
Nota di contenuto	Front Matter -- Avant-Propos -- Table des matières -- Liste des Sigles -- La légitimité de l'état africain -- La régulation et la souveraineté -- La construction de la nation sud-africaine -- L'administration de la nature au nom de l'état -- La coproduction du droit -- Le maintien de l'ordre et les services aux populations -- Les crises africaines -- La coproduction des services publics de sécurité sur les axes routiers au bénin -- Les collectivités locales dÉcentralisées à l'Épreuve de la reddition de comptes au bénin -- La gouvernance Économique et le dÉveloppement -- LA GOUVERNANCE DU DÉVELOPPEMENT AU BÉNIN ET AU TOGO -- L'évaluation de la gouvernance en afrique -- L'état africain devant l'impÉratif de la gouvernance partagée -- Notices Biographiques
Sommario/riassunto	La viabilité et la légitimité de l'État africain n'ont cessé d'être étudiées depuis la vague des indépendances des années 1960. Forgé par un processus exogène, cet État n'est pas le produit d'une dynamique sui generis comparable à celle qui a produit des États-nations puissants et orientés vers leur société en Europe. Économiquement faible, il est dépendant de l'extérieur pour assurer ses fonctions de base. Au pouvoir souvent par la force et non à la suite d'élections libres, ses dirigeants n'ont pas bâti un système politico-administratif de type wébérien. Il n'est donc pas étonnant que l'État africain ait été fréquemment qualifié de «failli», de «patrimonial», de «prédateur», d'«

intégral», bref, d'institution en rupture avec la société. Pourtant, il s'est solidement enraciné; ses politiques sont proclamées, ses symboles sont réaffirmés et ses frontières, bien qu'héritées de la colonisation, ont résisté. Le présent ouvrage révèle toutefois que le contexte dans lequel l'État africain évolue a profondément changé, notamment depuis l'ouverture démocratique des années 1990. L'environnement institutionnel est désormais marqué par une prolifération d'acteurs nouveaux, disputant le monopole de l'action publique à un État déjà inséré dans un système externe de contraintes et de ressources. L'État n'a plus la maîtrise unilatérale de la production de politiques publiques qui sont devenues des domaines partagés, mais cette situation ne l'affaiblit pas nécessairement. Les contributions réunies ici abordent cette nouvelle donne en explorant d'une façon originale, sur les plans local, national et international, son effet sur la substance et la légitimité de l'État africain.
